



© Pierre Verdil/AFIP

EXPOSITION

# L'HISTOIRE DES PRÉSENCES ARABO-ORIENTALES EN FRANCE





**Exposition** coordonnée par le **Groupe de recherche Achac** ([www.achac.com](http://www.achac.com)), avec **Pangée Network**, le **Laboratoire URMIS** (Unité de recherche Migrations et société) de l'université de Nice Sophia Antipolis, et l'**ANR ÉcrIn**, Écrans et Inégalités « *Les Arabes* » dans les médias français de 1962 à nos jours ; **réalisée avec le soutien** du ministère de l'Égalité des territoires et du Logement, ministère délégué à la Ville, de l'Agence pour la cohésion sociale et l'égalité des chances (Acsé), du ministère de l'Intérieur, Direction de l'Accueil, de l'intégration et de la citoyenneté (DAIC), du ministère de la Défense, Direction de la Mémoire, du patrimoine et des archives (DMPA), de l'Office national des Anciens combattants et victimes de guerre (ONAC), du ministère de la Culture et de la Communication (Secrétariat général), de la Mairie de Paris, Délégation des droits de l'Homme, de l'intégration, de la lutte contre les discriminations et des citoyens extracommunautaires ; **en partenariat avec** France 24, France Culture et *Le Nouvel Observateur*. Exposition coordonnée par Emmanuelle Collignon, avec des textes de Pascal Blanchard, Nicolas Bancel, Naïma Yahy et Yvan Gastaut, iconographie, documentation et rédaction Yacine Hamoud et création graphique Thierry Palau.

- 1 | L'histoire des présences arabo-orientales en France**
- 2 | De Charlemagne à l'alliance franco-ottomane**
- 3 | Le temps des rencontres et des altérités**
- 4 | Expéditions coloniales et « royaume arabe »**
- 5 | Le temps des « Turcos »**
- 6 | De l'orientalisme à l'appel aux travailleurs**
- 7 | Des tranchées aux usines**
- 8 | Réfugiés, ouvriers et militants**
- 9 | Le temps des colonies**
- 10 | D'une guerre à l'autre**
- 11 | Indépendances et travailleurs des Trente Glorieuses**
- 12 | Le temps des revendications et des manifestations**
- 13 | L'histoire des Marches**
- 14 | 1983, année charnière**
- 15 | Le temps des paradoxes**
- 16 | Nouvelles générations, nouveaux enjeux**

# L'HISTOIRE DES PRÉSENCES ARABO-ORIENTALES EN FRANCE

**L**a France arabo-orientale est une longue histoire. Elle commence au VIII<sup>e</sup> siècle au moment des conquêtes arabo-musulmanes venant d'*al-Andalus*, de l'autre côté des Pyrénées, et traverse ensuite plus de treize siècles d'histoire de France, à travers les présences de populations maghrébines, proche-orientales et ottomanes dans l'Hexagone. Celles-ci ont contribué à bâtir l'histoire politique, culturelle, militaire, religieuse, artistique et économique de ce pays, de l'empire carolingien de Charlemagne à la V<sup>e</sup> République. Cette exposition en fait pas à pas le récit.

Les deux premières étapes et panneaux s'attachent aux présences anciennes, sur près de dix siècles, aboutissant à deux moments charnières que sont la Révolution française (1789) et l'expédition d'Égypte de Napoléon Bonaparte (1798). Commence alors à se dessiner un nouvel empire colonial français sur les berges de la Méditerranée dont le pivot central sera l'Algérie à partir de 1830. Dans le même temps, alors que la France se passionne pour l'égyptologie et l'Orient, arrivent des étudiants et des intellectuels, mais aussi les premiers combattants, surnommés les « Turcos » (à partir de 1863 de façon permanente dans l'Hexagone), et les premiers travailleurs maghrébins (entre 1894 et 1906).

Avec la Première Guerre mondiale et les années 20, on entre dans une nouvelle dynamique où ces présences sont plus visibles. Alors que la crise économique est mondiale et que les crises politiques frappent l'Europe, les années 30 voient émerger une nouvelle génération d'intellectuels ainsi que de nouvelles immigrations issues d'Arménie et de toute l'Afrique du Nord (avec le Maroc et la Tunisie). L'histoire militaire est de nouveau un moment charnière et, durant la Seconde Guerre mondiale, les troupes maghrébines contribuent à libérer la France et nombre de travailleurs participent dans les années 50-60 à la reconstruction du pays. L'immigration de ponctuelle et masculine devient régulière, stable et familiale. Les indépendances préfigurent une croissance des flux migratoires qu'accompagnent des mutations urbaines marquées par l'émergence des « grands ensembles ». Au cours des trois dernières décennies (1983-2013) émergent de nouvelles revendications parallèlement aux luttes antiracistes, dont la « Marche » de 1983 reste un moment majeur et fondateur. Les émeutes de 2005 et les nombreux crimes racistes sont le signe d'une exclusion qui perdure. Dans le même temps, la société va réduire ces présences à celle du « musulman », présenté comme un « ennemi de l'intérieur », alors même que la France est le pays européen qui a la plus forte présence arabo-orientale, un taux de mariages entre communautés sans équivalent ailleurs et une dynamique culturelle sans égale en Europe.

Être « arabo-oriental » en France, quel que soit le pays, l'empire, la culture ou la colonie d'origine, quelle que soit sa religion, c'est s'inscrire dans un récit peuplé de héros et d'anonymes, de lieux de mémoire, de mythes, de combats, de violences, de rêves et d'échecs. C'est aussi vivre dans ces identités multiples qui font désormais partie intégrante de la France du XXI<sup>e</sup> siècle malgré les crises, malgré les doutes, malgré les difficultés.



## DE CHARLEMAGNE À L'ALLIANCE FRANCO-OTTOMANE

**A**u VIII<sup>e</sup> siècle, les premières incursions musulmanes au-delà des Pyrénées aboutissent à la prise de Narbonne en 719. Les raids musulmans se succèdent et, en 732, la bataille de Poitiers voit Charles Martel freiner temporairement ces incursions. Les affrontements se poursuivent — comme lors de la bataille de Roncevaux —, jusqu'à ce que Charlemagne finisse par chasser les Sarrasins du royaume en 793. Ces affrontements n'empêchent pas la diplomatie entre le royaume franc et l'empire d'*al-Andalus* ou avec les Abbassides de Bagdad, comme en témoigne l'éléphant blanc offert à Charlemagne par le calife Harûn al-Rashid en 801, ou l'intense activité diplomatique menée par Louis le Pieux avec l'émirat de Cordoue.

Par la suite, dans un royaume fragilisé, les incursions sarrasines reprennent et se poursuivent tout au long du X<sup>e</sup> siècle. L'enclave musulmane du Fraxinet près de Saint-Tropez, base arrière des actes de piraterie, va même perdurer jusqu'en 973. Dès lors, le ressentiment populaire contre les Sarrasins s'approfondit, accentué par l'interdiction faite aux chrétiens d'accéder aux lieux saints, après la prise de Jérusalem par les Turcs en 1078. S'impose alors *« l'image d'un Sarrasin sauvage basané, qui pille et cause d'effroyables malheurs »*. Cette situation conduit, lors du concile de Clermont en 1095, à l'appel à la croisade par le pape Urbain II, pour qui les Turcs sont *« une nation maudite et étrangère à Dieu »*. Deux ans plus tard, des milliers de croisés se retrouvent devant Constantinople, inaugurant les multiples conflits entre Orient et Occident des siècles suivants. Cependant, les échanges sont incessants : le sud du royaume de France est alors marqué par l'architecture arabe, le commerce méditerranéen s'accroît, les arts et la culture arabe et orientale sont découverts et appréciés, ouvrant désormais une autre relation à l'Orient, qu'il soit byzantin ou musulman.

Les croisades vont aussi favoriser la construction de stéréotypes négatifs, confirmés lors du concile de Latran en 1215 durant lequel est édictée l'obligation faite aux musulmans et aux juifs vivant en chrétienté de porter un habit spécifique. Dans ce contexte, le futur Saint Louis, roi de France, fait le vœu de libérer les Lieux saints, mais va échouer par deux fois avant de décéder en Tunisie. Dans le même temps, la dynastie mamelouke reprend les villes croisées, dont Acre en 1291 et Constantinople un siècle et demi plus tard en 1453. Avec la chute de la capitale byzantine, les auteurs chrétiens renouent avec une critique systématique de l'islam. Mais, au lendemain de sa victoire à Marignan (1515), le roi de France François I<sup>er</sup> change de stratégie et, au regard de ses intérêts en Europe, décide d'engager une alliance franco-ottomane en 1536 avec le sultan Soliman le Magnifique. Beaucoup dénoncent cette *« union sacrilège de la fleur de lys et du croissant »*, qui va bouleverser en profondeur les enjeux diplomatiques autour de la Méditerranée en ce début de XVI<sup>e</sup> siècle.



## LE TEMPS DES RENCONTRES ET DES ALTÉRITÉS

**L**e moment le plus symbolique de l'alliance franco-ottomane nouée en 1536 demeure l'appel des Français à Khizir Khayr Ad-Din Barberousse, régent d'Alger et grand amiral de la flotte ottomane de Soliman, pour venir s'installer en France et mener la bataille contre l'ennemi commun. Il faut alors héberger les trente mille combattants musulmans : à partir de l'hiver 1543, ils hiverneront dans le port provençal de Toulon — comme ils l'avaient fait à Marseille en 1536 —, au grand étonnement de la population locale. Un observateur note d'ailleurs : « *Pour imaginer Toulon, il faut s'imaginer à Constantinople.* » À partir du XVI<sup>e</sup> siècle, si les Arabo-Orientaux ne sont que quelques milliers dans le royaume, les contacts sont réguliers dans les registres commerciaux, diplomatiques ou scientifiques, même si l'ennemi ultime reste le Turc comme le souligne la campagne que conduit le Pape Pie V à la tête des principales puissances maritimes européennes dans la Sainte-Ligue en 1571 lors de la victoire de Lepante.

La piraterie barbaresque est alors en plein essor. La course aux captifs est la règle et les galériens musulmans sont nombreux dans les ports français. Quand éclate la « crise de 1620 », après le massacre d'un équipage de Provençaux par des pirates barbaresques, les violences à l'encontre des « Turcs », soumis à la vindicte populaire marseillaise, sont d'une brutalité sans pareil et feront plusieurs victimes. Cette violence en Méditerranée ne s'oppose pourtant pas au développement de relations diplomatiques, scientifiques et commerciales régulières, bien au contraire. La connaissance scientifique de l'Orient chrétien, musulman, arabe, grec ou turc a fait de grands progrès au cours des XVI<sup>e</sup> et XVII<sup>e</sup> siècles. Au début du siècle suivant, le succès de la traduction des contes des *Mille et une Nuits* par Antoine Galland (1704) répand en Europe l'image d'un Orient pittoresque, érotique et romantique, qui influence profondément la littérature occidentale. Les nombreuses ambassades comme celle de Mütefferrika Süleyman Agha en 1669, ou celle du shâh de Perse, Mohammed Rezâ Beg, en 1715 qui inspire à Montesquieu ses *Lettres Persanes* (1721), vont marquer ces années. De même, le séjour de Mehmed Efendi en 1720-1722, au nom du souverain ottoman Ahmed III, va impressionner l'opinion et les chroniqueurs. La mode des *Turqueries* saisit les salons mondains, et la consommation de produits orientaux comme le café ou les épices rencontrent un franc succès. À la veille de 1789, les richesses de l'Orient aiguissent les appétits et les imaginaires pour conduire à l'« expédition d'Égypte » en 1798... premier pas de l'engagement colonial contemporain dans l'espace géographique arabo-oriental. Sur place, l'armée française s'attache alors les services de supplétifs égyptiens, de Libanais, de Grecs et de Syriens, de musulmans ou de chrétiens qualifiés d'« Orientaux » ou encore, improprement, de « Mamelouks », inaugurant une longue histoire militaire commune.



## EXPÉDITIONS COLONIALES ET « ROYAUME ARABE »

L'« expédition d'Égypte » provoque l'une des premières immigrations de l'aire géographique arabo-orientale vers la France. Beaucoup des rapatriés « supplétifs égyptiens » sont ainsi intégrés dans le « bataillon des chasseurs d'Orient » ou parmi les Mamelouks de la Garde impériale (intégrés en 1804 dans l'armée française), d'autres s'installeront sur Marseille ou à Melun. À la chute de Napoléon, une partie de la population marseillaise se soulève et massacre plusieurs dizaines d'anciens « Mamelouks » de la Garde impériale, le 25 juin 1815, symbole à leurs yeux de ces années troublées.

À la suite de la campagne en Orient, est publiée en 1806 la *Description de l'Égypte*, qui constitue le point de départ d'une nouvelle passion française, l'*égyptomania*, touchant les arts et l'architecture. En 1830, la conquête de l'Algérie commence et redynamise cet intérêt politique et artistique pour l'Orient. En février 1834, un accord est signé avec le principal adversaire à cette conquête, l'émir Abd el-Kader, puis une direction spéciale est créée en France pour « gérer l'Algérie » en 1837 conduisant à une « guerre totale » dirigée par Thomas Robert Bugeaud. La France est désormais présente en terre d'islam et malgré la « pacification » et l'intervention au Liban en 1860 dans le conflit entre les Druzes et les Maronites, les révoltes se succèdent, faisant des « rêves » de Napoléon III d'un royaume arabe, allant de Bagdad à l'Atlantique, un horizon impossible. L'image de l'« Arabo-Oriental » se fixe dans les imaginaires. La « Mauresque aux seins nus » et le regard des orientalistes s'imposent dans les cultures populaires. Deux images se font face sous le second Empire : celle de l'Arabo-Oriental inventé par le romantisme et celle du *musulman irréductible* prisonnier de sa prétendue race et de sa religion. Dans le même mouvement, Paris devient la capitale occidentale la plus visitée par les élites culturelles et politiques du monde arabo-oriental. Ambassades, étudiants, écrivains, journalistes, opposants, artistes et artisans font de Paris une étape incontournable de leur parcours initiatique, à l'image de l'Égyptien cheikh Rifâ'a al-Tahtâwî avec ses étudiants en 1826.

Le Tout-Paris se retrouve *Au Grand Colbert*, café rénové en 1827 dans l'esprit de l'Alhambra de Grenade, à l'ombre de la façade de la Bibliothèque royale, rue Richelieu, bâtie en 1837. Des carrés musulmans et des mosquées voient alors le jour, comme au cimetière du Père-Lachaise en 1856, à Marseille en 1863, sur l'île Sainte-Marguerite face à Cannes, dans le parc du château d'Amboise aussi, formant une cartographie nationale de ces lieux de mémoire. À l'heure de la seconde Exposition universelle de Paris, en 1867, l'Orient est désormais dans la ville. Deux ans plus tard, l'ouverture du canal de Suez marque durablement les esprits, faisant de Marseille et Port-Vendres des « portes ouvertes » sur l'Orient, avant que cette dynamique ne soit brisée par la guerre franco-prussienne de 1870.



1800-1873

## EXPÉDITIONS COLONIALES ET « ROYAUME ARABE »

L'expédition d'Égypte a permis à la France de découvrir l'Égypte et de faire connaître au monde l'Égypte arabe. Elle a permis de découvrir les pyramides et les autres monuments de l'Égypte antique. Elle a permis de découvrir le Sphinx et les autres monuments de l'Égypte antique. Elle a permis de découvrir le Sphinx et les autres monuments de l'Égypte antique.

À la suite de la campagne en Orient, est publié en 1804 le *Discours sur l'Égypte*, qui constitue le premier document de l'ère nouvelle par rapport à l'Égypte. L'Égypte, considérée comme le berceau de l'humanité, est présentée comme le berceau de l'humanité. L'Égypte, considérée comme le berceau de l'humanité, est présentée comme le berceau de l'humanité.

L'usage de l'Arabe-Orientale a eu lieu dans les expéditions. L'Arabe-Orientale a été utilisé dans les expéditions. L'Arabe-Orientale a été utilisé dans les expéditions. L'Arabe-Orientale a été utilisé dans les expéditions.



EXPOSITION UNIVERSELLE DE PARIS (1855)  
L'Exposition universelle de Paris (1855) a permis de découvrir l'Égypte arabe et de faire connaître au monde l'Égypte arabe. Elle a permis de découvrir les pyramides et les autres monuments de l'Égypte antique. Elle a permis de découvrir le Sphinx et les autres monuments de l'Égypte antique.



Le portrait de Muhammad Ali Pacha, sultan d'Égypte de 1819 à 1841, est une œuvre de l'artiste français Louis-François Lejeune. Le portrait de Muhammad Ali Pacha, sultan d'Égypte de 1819 à 1841, est une œuvre de l'artiste français Louis-François Lejeune.



ABD EL-KADER ET LE « ROYAUME ARABE » (1830)  
Le portrait d'Abd el-Kader, chef de la résistance algérienne, est une œuvre de l'artiste français Louis-François Lejeune. Le portrait d'Abd el-Kader, chef de la résistance algérienne, est une œuvre de l'artiste français Louis-François Lejeune.



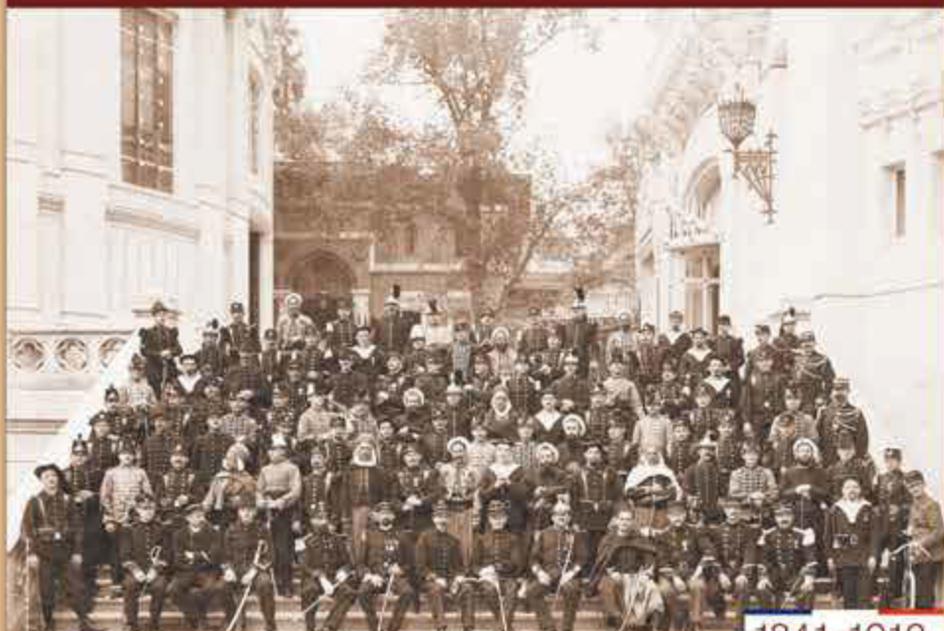
« L'Algérie sera une seconde France, jeune, fertile, peuplée par le trop-plein de la Mère Patrie. »

Guide officiel de l'Exposition universelle, 1855

## LE TEMPS DES « TURCOS »

**D**ès 1830 et la conquête de l'Algérie, les unités d'infanterie de zouaves sont créées au sein de l'armée d'Afrique. Le recrutement est alors mixte et les soldes identiques pour les « indigènes » et les Français. L'ordonnance du 7 décembre 1841 crée en Algérie trois bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont incorporés les soldats algériens. Ces bataillons de tirailleurs sont ensuite engagés lors de différentes campagnes du second Empire et se rendent populaires en Crimée (où ils gagnent leur surnom de « Turcos »), en Italie (un hommage leur est rendu en France en 1859 au camp Saint-Maur) ou au Mexique (qui leur permettra d'intégrer la Garde impériale en 1863). Dans le même temps, à partir de 1834 est créé en Algérie un corps de cavaliers indigènes sous la dénomination de spahis, avant qu'une ordonnance de juillet 1845 crée officiellement trois régiments de spahis qui en précéderont bien d'autres en Algérie, mais aussi au Maroc (1914) et en Tunisie (1882). Ils seront de toutes les grandes campagnes militaires de la Première Guerre mondiale.

En 1870, éclate la guerre franco-prussienne, durant laquelle les « Turcos » se rendent célèbres par leur ardeur au combat. Ils rencontrent un fort soutien populaire, notamment lorsqu'ils traversent la France sur le toit des trains. Durant le conflit, trois régiments de tirailleurs algériens sont envoyés en France où, après être passés par Marseille, ils combattent lors des batailles de Wissembourg, de Frœschwiller-Wœrth, de Sedan et d'Orléans, tandis que d'autres bataillons, présents sur Paris au sein de la Garde impériale, rejoignent directement le front. Leur présence et leur combativité marquent en profondeur les Français. À l'heure de la Commune, des « Turcos » prendront part aux combats, au cœur du Paris insurgé. Plusieurs d'entre eux se rendent célèbres comme Mohammed ben Ali ou « *le Turco de la commune Kadour* ». Alphonse Daudet dressera un portrait peu flatteur de son engagement dans la guerre civile française : « *Tout joyeux de se trouver en si belle compagnie, [...] ce déserteur sans le savoir se mêla naïvement à la grande bacchanale parisienne et fut une célébrité du moment.* » Avec la III<sup>e</sup> République, la Tunisie devient protectorat français en 1881 et vient alimenter les garnisons de tirailleurs aux côtés des Algériens. De même, après la campagne du Maroc à partir de 1912, de nombreux Marocains intégreront les corps d'armées réguliers. Lorsqu'éclate la Première Guerre mondiale, c'est un vaste ensemble militaire qui s'est structuré dans toute l'Afrique du Nord et qui sera appelé au front, composé de tirailleurs, de spahis et de zouaves.



1841-1913

## LE TEMPS DES « TURCOS »

**D**ès 1830 et la conquête de l'Algérie, les unités d'infanterie de choc sont créées au sein de fermes d'Afrique. Le recrutement est alors mixte et les unités destinées pour les « indigènes » et les Français. C'est à partir du 7 décembre 1841 que en Algérie trois bataillons de tirailleurs indigènes, au sein desquels sont incorporés les soldats algériens. Ces bataillons de tirailleurs sont ensuite engagés lors de différentes campagnes de combat. En 1849 et se rendent populaires en France où ils gagnent leur surnom de « Turcos », en fait (alors) leur est rendu en France en 1839 au camp Saint-Pierre ou au Maroc (par leur permission d'intégrer la Garde impériale) en 1862. Que le même temps à partir de 1834 est ce en Algérie un corps de cavaliers indigènes sous la direction de spahis, avec une organisation de juillet 1840 sous officinalement sous régime de spahis qui se produisent lors d'années en Algérie, mais aussi au Maroc (1714) et en Tunisie (1882). Ils servent de toutes les grandes campagnes militaires de la Première Guerre mondiale.

En 1870, lors de la guerre franco-allemande durant laquelle les « Turcos » se rendent célèbres par leur ardeur au combat. Ils combattent en tant que soldats réguliers, notamment lors de la prise de la France sur le fort des Invalides. Durant le conflit, trois régiments de tirailleurs algériens sont envoyés en France, après être passés par Marseille. Ils combattent lors des batailles de Wissembourg, de Borny-Colmar, de Sedan et d'Orléans, tandis que d'autres bataillons, présents sur Paris, se joignent à la Garde impériale, notamment durant le siège. Leur présence et leur combativité marquent en particulier les Français. À l'issue de la Commune de Paris, les « Turcos » participent pour eux combattre au sein de Paris. Plusieurs d'entre eux se rendent célèbres comme **Muhammad ben Ali** ou **Le Sultan** de la commune. À l'Algérie, durant ces années on perçoit peu de traces de leur engagement dans la guerre civile française : « Tout juste de se soulever et de les vaincre... » Il se déroulent sans le savoir un autre événement à la grande bataille de Verdun et de son célèbre moment à l'issue de la Première Guerre mondiale, la Tunisie devient possession française en 1881 et vient abriter les premiers tirailleurs tunisiens. De même, après la campagne de Maroc à partir de 1912, de nombreux Marocains intègrent les corps d'armée réguliers. Lors de la Première Guerre mondiale, c'est un gros contingent militaire qui est structuré dans toute l'Afrique du Nord et qui sera appelé en France pour combattre, de 1914 à 1918.



**LES TIRAILLEURS ALGÉRIENS DE LA GARDE IMPÉRIALE (1902)**  
En 1902, l'Algérie est divisée en six régions militaires. Les tirailleurs algériens sont regroupés dans les régions militaires de la Garde impériale. Les tirailleurs algériens sont regroupés dans les régions militaires de la Garde impériale. Les tirailleurs algériens sont regroupés dans les régions militaires de la Garde impériale.



**LA CAMPAGNE DE MAROC (1912-1921)**  
La campagne de Maroc (1912-1921) est une des dernières campagnes militaires de la Commune de Paris. Elle est menée par les tirailleurs algériens et tunisiens, qui sont engagés dans la campagne de Maroc. Les tirailleurs algériens et tunisiens sont engagés dans la campagne de Maroc. Les tirailleurs algériens et tunisiens sont engagés dans la campagne de Maroc.



« Comme il était heureux, comme il leur riait de toutes ses dents blanches... Alors on le posa contre un mur et ran ! Il est mort sans y avoir rien compris. »

Alphonse Daudet, *Le Turco de la Commune*, 1872

## DE L'ORIENTALISME À L'APPEL AUX TRAVAILLEURS

L'Orient est désormais partout, principalement dans l'architecture et dans les arts. En outre, l'orientalisme acquiert une visibilité institutionnelle avec la création, en 1893, de la Société des peintres orientalistes français, contribuant au déploiement d'un imaginaire sur l'ailleurs. La publicité et la réclame y participent désormais, tout comme les affiches touristiques et maritimes ou le monde du spectacle à travers le « *salon mauresque* » du *Casino de Paris*, imité par l'*Olympia* qui accueille, en 1912, la danseuse-star Armen Ohanian. La capitale est sous le charme. La fin du XIX<sup>e</sup> siècle voit aussi la construction de nouveaux imaginaires coloniaux à travers des exhibitions autour desquelles se structure un discours anthropologique et de hiérarchisation des races, comme lors des Expositions universelles parisiennes de 1878, 1889 et 1900, mettant en scène des Orientaux — comme le Concert marocain de 1889, proposant eunuques, charmeurs de serpents et danseuses orientales. Cette « mode » se généralise lors des nombreuses expositions coloniales (Lyon en 1894 et 1914, Bordeaux en 1895, Rouen en 1896, Marseille en 1906 et 1922 ou encore Amiens en 1906, Paris en 1906 et 1907, Nancy en 1909 ou Roubaix en 1911), mais aussi au Jardin zoologique d'Acclimatation de Paris qui accueille de nombreuses exhibitions ethnographiques.

Loin de ces exhibitions, la France est aussi devenue un carrefour pour les journalistes, opposants, nationalistes et intellectuels de tout le monde arabe, et surtout de l'Empire ottoman. Par petits groupes ou mouvements partisans, ils créent plusieurs journaux, comme *Le Lien indissoluble* de Jamâl al-Dîn al-Afghâni ou *Teessüf (Le Regret)* d'Hakki Bey. Ils fondent aussi des mouvements politiques et organisent des congrès comme celui de 1913 qui touche tout le Moyen-Orient. La France accueille également des étudiants civils ou militaires comme le colonel saint-cyrien Mohamed ben Daoud, sans doute le premier colonel « arabe » de l'école en 1889. Cette même année — celle du centenaire de la Révolution et celle d'un nouveau code de la nationalité avec la loi du 26 juin —, la France compte trois fois plus d'étrangers qu'au début du second Empire. Le recensement de 1901 fait d'ailleurs mention pour la première fois de « *travailleurs originaires d'Algérie* » et, vers 1905, l'immigration de travail maghrébine, qui a commencé en 1894, connaît un net regain. Ces travailleurs kabyles sont présents dans le sud de l'Hexagone, où ils sont recrutés pour remplacer les grévistes italiens au sein des raffineries Saint-Louis ou à l'Huilerie Marseillaise. On les retrouve sur l'axe Rhône-alpin (Clermont-Ferrand, Saint-Étienne et Lyon), en région parisienne et dans le Nord-Est autour des centres miniers de Courrières, d'Anzin, de Liévin et de Drocourt. En 1912, on estime leur présence à quatre ou cinq mille individus dans tout l'Hexagone. Le temps des immigrations commence.



## DES TRANCHÉES AUX USINES

**À** la veille de la Première Guerre mondiale, la France regroupe sur son territoire plusieurs garnisons de tirailleurs maghrébins dont certains défilèrent à Longchamp le 14 juillet 1913 aux côtés de la « Force noire ». Avec le début du conflit, vingt mille Algériens, huit mille Tunisiens, trois mille cinq cents Marocains débarquent dans les ports français. Sur les quarante bataillons de troupes nord-africaines qui viennent combattre en métropole, trente-deux arrivent entre août et septembre 1914. Les combattants algériens, tunisiens, marocains ainsi que les spahis ou les zouaves sont envoyés sans grande préparation sur les champs de bataille européens : placés en premières lignes aux côtés des troupes d'Afrique noire et des Européens d'Afrique du Nord, ils seront particulièrement exposés au feu. En août 1914, dès les premiers combats et notamment lors de la bataille de Charleroi ou au cours de la bataille de l'Aisne, ces troupes composées de jeunes recrues inexpérimentées vont s'effondrer. La situation change à partir du printemps 1915 : les troupes, mieux préparées et mieux formées, apparaissent bien plus efficaces. L'imagerie populaire s'empare alors de ces nouveaux « héros modernes » et la grande presse en fait les emblèmes d'une possible victoire. Pour renforcer l'attachement des « combattants musulmans » au dessein français, les autorités militaires se montrent vigilantes en matière de respect des pratiques religieuses : l'islam est organisé et même favorisé.

Dans le même temps, le Service d'organisation des travailleurs coloniaux (SOTC), créé en 1916 et dépendant du ministère de la Guerre, va être chargé de la gestion du recrutement de travailleurs afin de les acheminer vers les usines et autres lieux de production. C'est un tournant majeur. Ce contact avec le monde du travail déclenche aussi de nombreux heurts et conflits entre travailleurs, et l'on présente souvent les Maghrébins comme des « fauteurs de troubles » et des « voleurs de femmes », légitimant leur marginalisation : on imagine même, en 1916-1917, de créer à Marseille un « village kabyle » fermé pour regrouper et contrôler ces travailleurs.

De fait, malgré une fraternité d'arme indéniable, parfois de classe au sein du monde ouvrier, les inégalités persistent, ce que ne manquent pas de souligner des sous-officiers et, parmi eux, le petit-fils de l'émir Abd el-Kader, l'émir Khaled. Alors que les promesses d'égalité s'éloignent aussi vite que sont renvoyés les combattants dans leurs foyers ou dans la Ruhr avec les troupes d'occupation françaises, la Conférence de la paix s'ouvre à Paris. Le 12 janvier 1919, sous la houlette des chefs de gouvernement des pays vainqueurs parmi lesquels celui des États-Unis, de la France, de la Grande-Bretagne et de l'Italie, se dessinent les futures frontières du Proche-Orient, assurant la légitimité impériale de la France ou des Britanniques.



## RÉFUGIÉS, OUVRIERS ET MILITANTS

La période de l'entre-deux-guerres est marquée par la structuration de réseaux d'immigration en provenance de l'ensemble de l'aire arabo-orientale, qui vont faire de la France un carrefour unique en Occident, tant par le nombre de migrants, la diversité de leurs origines, que celle de leurs statuts. Cette immigration est principalement animée par des Algériens, des Marocains et une petite fraction de Tunisiens, principalement employés dans l'industrie. On rencontre également des immigrations plus « bourgeoises » et de réfugiés politiques venues de tous les pays de l'aire arabo-orientale et notamment de Syrie, de Turquie ou d'Irak, venues étudier, travailler, enrichir la vie artistique ou sportive de la France. D'autres populations fuient les massacres et les génocides, comme les Arméniens devenus apatrides, mais aussi la crise économique et la pauvreté comme les Libanais (le Liban devenant un mandat français en 1920).

En France, les années 20 et surtout les années 30 sont marquées par des discours et des comportements empreints d'une xénophobie extrême, amplifiée par la crise économique (à l'origine de la loi de 1932, très restrictive en matière d'immigration) et par la politisation d'une partie de l'immigration arabo-orientale, en particulier maghrébine. Les discours officiels rassurants qui accompagnent l'inauguration en 1926 de la Grande Mosquée de Paris n'empêchent pas l'émergence — entre 1924 et 1926 — du mythe du migrant « indésirable », à travers l'image du « sidi », mais aussi celle du résistant anticolonial « fanatique », guidé aveuglément par l'islamisme et Moscou, comme lors la révolte d'Abd el-Krim au Maroc (1921-1926) ou celle en Syrie en 1924-1926. De manière similaire, les Arméniens sont rejetés par l'opinion publique et sont rapidement mis à l'écart dans quatre camps du sud de la France (Oddo, Saint-Jérôme, Saint-Loup et Sainte-Marguerite), abritant au total jusqu'à cinq mille individus entre 1922 et 1927, dans de terribles conditions d'hébergement. L'engagement politique des Maghrébins, au sein de la gauche française et du PCF, mais aussi derrière les partis nationalistes comme les Oulémas ou l'Étoile nord-africaine (ENA) de Messali Hadj, se renforce et se double d'une vie syndicale toujours plus intense.

La vie culturelle de ces communautés migrantes se fixe dans les grandes villes de métropole. Artistes et écrivains arabo-orientaux croisent les mouvances d'avant-garde et commencent à se faire un nom, tels les peintres algériens Miloud Bourkeche ou Abd el-Halim Hemche, l'Égyptien Georges Hanna Sabbagh ou le Tunisien Yahia Turki, le compositeur Mohamed Iguerbouchen ou le chanteur algérois Mahieddine Bachetarzi. D'autres comme Didouche Sayah ou le chanteur Chaoui Aïssa Djermouni se produisent sur les scènes du *Tam-Tam* près de la place Saint-Michel, de *La Casbah*, rue Saint-André-des-Arts ou d'*El Djazaïr*, rue de la Huchette, fréquentées par le Tout-Paris.



1920-1940

## RÉFUGIÉS, OUVRIERS ET MILITANTS

La période des deux guerres est marquée par la structuration de réseaux d'immigrants au profit de l'industrie de l'Est et de l'ouest de la France, un carrefour unique au Occident, tant par le nombre de migrants, le tiers est de leurs origines, que celle de leurs statuts. Cette immigration est principalement connue par des Algériens, des Espagnols et une partie considérable de Tunisiens, principalement employés dans l'industrie. On rencontre également des immigrants juifs et bougnistes et de réfugiés politiques venus de tous les pays de l'aire arabo-orientale et notamment de Syrie, de Turquie et d'Irak, venus chercher refuge, éviter la milice ou s'échapper de la France. Ces immigrants forment les massives et les générales, comme les Arméniens déportés après 1915, mais aussi le tiers économique et la paupérisé comme les Libanais (de Liban devenant un mot-val français en 1920).

En France, les années 20 et surtout les années 30 sont marquées par des décennies de déplacements migratoires d'une atmosphère tendue, amplifiée par la crise économique. L'origine de la loi de 1932 (son restriction au nombre d'immigrants) et par la poursuite d'importations de l'immigration arabo-orientale, en particulier algérienne. Les décennies suivantes sont marquées par l'immigration en 1938 de la Grande Mosquée de Paris, à l'origine de la loi de 1932 et 1933 — du type de migrants et indésirables, à l'origine de la loi de 1932 et 1933 — mais aussi celle du réseau anticolonial. Sans cesse engagé par l'Algérie et l'Espagne, comme lors de la révolte d'Alger et l'été de 1932-1933 (1932-1933) ou celle de l'été de 1934-1935. De manière générale, l'immigration s'est marquée par l'impact politique et social important des Algériens dans les années 30 de la France. Outre, Lataf Jemil, Sami Louaj et Sami Mergentel, plusieurs ont joué jusqu'à 1960 un rôle important entre 1932 et 1937 dans le territoire algérien d'Algérie. L'engagement politique des Algériens au sein de la gauche française et de l'OCI, mais aussi de leurs partis nationaux comme les Oudayas ou l'Union nationale (UN) de Messali Hadj, se traduit et se double d'une très grande loyauté plus intense.

La vie culturelle de ces communautés migrantes se fixe dans les grandes villes de métropole. À Paris, on trouve les premières algériennes Messali Bouachra ou Aïcha et Hédia, Messali, l'Algérien Georges Hanna (dit) ou le Tunisien Youssef Turki, le compositeur Mohamed Spat inscrit au le chanteur algérien M'hamed Barchaï. C'est au centre de la rue de la place Saint-Michel de La Gabelle, rue Saint-André-des-Arts ou 150 Quai de la Marne, fréquentées par le Tout-Paris.



PRÉSENCE ALGÉRIENNE EN FRANCE (1920-1930)



IMMIGRATION DE LA GRANDE MOSQUÉE DE PARIS (1938)

BEJON



« Kabyles d'Algérie, Kroumirs tunisiens, Soussis et Rifains du Maroc Chleus hier encore insoumis, colporteurs [...] ils recréent, tant bien que mal, la vie commune des douars. »

Le Peuple, 1931 (janvier)

## LE TEMPS DES COLONIES

Les fastes des expositions coloniales rassurent les Français sur leur puissance et les illusionnent quant à la docilité des populations colonisées. Aussi bien à Marseille en 1922, à Strasbourg en 1924, à Grenoble en 1925, à La Rochelle en 1927 ou à Paris en 1931 (Vincennes) et 1937 avec les pavillons coloniaux de l'exposition internationale, également partout en France au moment du Centenaire de l'Algérie en 1930, où des souks nord-africains, des « rues du Caire », des fantasias, des mosquées, et autres « casbahs » sont reconstitués avec leurs figurants. Tout un imaginaire se construit autour de ces expositions à travers la presse, les affiches ou la diffusion de cartes postales, vantant la puissance impériale de la France, la soumission des indigènes et l'omniprésence de l'Afrique du Nord dans l'édifice colonial. Ces événements accueillent de nombreuses personnalités issues des colonies à l'instar du bey de Tunis et du shah de Perse à Marseille en 1922 ou du sultan du Maroc Sidi Mohamed ben Youssef à Paris en 1931.

Les célébrations du Centenaire de la conquête de 1830 ne sont pour *L'Humanité* que des « provocations insolentes », et sont vécues par les Algériens comme une nouvelle humiliation. Aux yeux du cheikh Ben Bâdîs, dirigeant les Oulémas, elles resuscitent « les haines et les rancœurs ». Elles marqueront durablement l'opinion française dans la mesure où les festivités sont pensées comme une propagande moderne coordonnée par l'Agence et le ministère des Colonies. Derrière les fastes impériaux et à la veille de l'exposition internationale de 1937, l'empire se fissure. En 1936, débutent les négociations franco-syriennes sur le devenir des mandats français en Syrie et au Liban. Pour montrer sa bonne volonté, le gouvernement du Front populaire soutient l'ouverture du foyer franco-libanais de la rue d'Ulm, juste derrière l'église maronite. Finalement, le traité franco-syrien d'amitié et d'alliance est signé début septembre. C'est le premier acte formel de décolonisation, qui prévoit l'abandon de la souveraineté aux deux mandats. Il ne sera pourtant jamais ratifié par le Parlement français. Les Français ne mesurent pas encore ces changements lors de leur visite des pavillons coloniaux en 1937 au pied du Trocadéro.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre la France et le monde arabo-oriental sont biaisées, et cet entre-deux-guerres est la période pendant laquelle ont été semées les graines des futures revendications d'indépendance. La France se lance alors dans la guerre en 1939 et, comme en 1914, le pays mobilise toutes les troupes disponibles pour l'emporter, comptant sur les forces militaires de l'Empire, auxquelles s'ajoute un plan pour faire venir en métropole plusieurs centaines de milliers de travailleurs coloniaux. Ces plans sont brisés par la défaite de juin 1940.



1922-1937

## LE TEMPS DES COLONIES



**L'EXPOSITION COLONIALE DE MARSEILLE (1922)**  
Une carte postale, l'Exposition coloniale de Marseille en 1922. On y voit le pavillon algérien, construit par Mohammed ben Youssouf. Le pavillon algérien est le seul à avoir été construit par un colon. Il est situé dans le quartier de la Corniche, à l'extrémité de la ville. Le pavillon est construit en style arabo-musulman et est considéré comme un chef-d'œuvre de l'architecture algérienne.

de faire des expositions coloniales recroquer les Français sur leur puissance et les éblouir avec à la clé des populations coloniales. Avec Bari à Marseille en 1922, à Strasbourg en 1924, à Grenoble en 1925, à La Rochelle en 1927 ou à Paris en 1931 (Bosco) et en 1937 avec les pavillons coloniaux de l'Exposition internationale, également peuplés en France au moment du Centenaire de l'Algérie en 1936, on des expositions nord-africaines, des « Jours du Maroc » des festivals, des rencontres, des cultures « collées » sans discontinuer avec leurs figures. Tout un registre se construit autour de ces expositions à travers le projet, les affiches ou le relief de cartes postales, voire la gravure imprimée de la France, la soumission des indigènes et l'accompagnement de l'Algérie du Nord dans l'édifice colonial. Ces événements accueillent de nombreuses personnalités venues des colonies, à l'instar du bey de Tunisie ou du sultan de Maroc, **Si Mohammed ben Youssouf à Paris en 1931**.

Les célébrations du Centenaire de la conquête de 1830 ne sont pas l'élément qui, dit « promoteur » indigène, et sont effacées par les Algériens comme une nouvelle humiliation. Au sein du comité Ben Bach, dirigé par Ouhalla, elle rassemble « les forces et les réseaux ». Elle marque un tournant décisif dans la mesure où les Algériens sont perçus comme une population moderne coordonnée par l'Algérie et le monde des Colonies. Derrière les forces impériales et à la suite de l'Exposition internationale de 1937, l'Algérie se situe en deux étapes. Il se sera pendant jamais nulle par le Parlement français. Les Français ne peuvent pas encore voir un changement lors de leur visite des pavillons coloniaux en 1937 au pied du Dardanelles.

À la veille de la Seconde Guerre mondiale, les relations entre la France et le monde arabo-oriental sont ébranlées et les années de guerre de la période postérieure, laquelle ont été marquées par les crises des hauteurs renouvelées d'indigénisme. La France se lance alors dans la guerre en 1939, comme en 1914, pour mobiliser toutes les troupes disponibles pour l'Empire, compte tenu des forces militaires de l'Empire, auxquelles s'ajoute un plus pour faire venir un contingent plus nombreux de milliers de travailleurs coloniaux. Certains sont brisés par le début de juin 1940.



La voiture de Mohammed ben Youssouf, un voyageur du monde arabo-oriental, en compagnie de son chauffeur, au moment de son arrivée à Paris en 1931. La voiture est une Mercedes 1900, modèle de 1928, et est considérée comme un chef-d'œuvre de l'automobile française.



Le sultan de Maroc, Mohammed V, lors de sa visite à Paris en 1931. Le sultan est accompagné de sa suite et de ses gardes.



Publicité pour BYRRH, une marque française de vins de France.



**L'EXPOSITION COLONIALE INTERNATIONALE DE VINCENNES (1931)**  
L'Exposition coloniale internationale de Vincennes, ouverte du 22 mai au 30 novembre 1931. Elle a été la plus grande exposition coloniale de France. Elle a été organisée par le ministre des Colonies, Albert Sarraut. Elle a été inaugurée par le président de la République, Paul Doumer. Elle a été considérée comme un succès.



« L'exposition doit constituer la vivante apothéose de l'expansion extérieure de la France sous la III<sup>e</sup> République et de l'effort colonial des nations civilisées... »

Albert Sarraut, ministre des Colonies, 1920

## D'UNE GUERRE À L'AUTRE

Les soldats de l'Empire, et parmi eux une majorité de Maghrébins, répondent présents au nouvel appel face à l'Allemagne et l'Italie. Mais en 1940, ils sont entraînés dans la débâcle, et quatre-vingt-dix mille soldats maghrébins sont faits prisonniers, quelques-uns assassinés froidement par les Allemands, comme le 30 mai, à Febvin-Palfart, où trente-deux soldats marocains sont exécutés. Après la défaite, ces soldats coloniaux sont détachés dans des commandos de travail ou prisonniers dans des *Frontstalags*, sous contrôle allemand puis vichyste. Au cours de cette période troublée, certains nationalistes algériens rejoignent les rangs de la Collaboration au sein de partis comme le Parti populaire français (PPF) ou le Rassemblement national populaire (RNP). Dans la même perspective, la Brigade nord-africaine, groupuscule activiste créé par Mohamed el-Maadi, se met au service des Allemands (avec sa revue *Er Rachid*). D'autres, par le biais de leur engagement communiste, rejoignent les rangs de la résistance tel Mohamed Lakhdar Toumi ou Missak Manouchian. Beaucoup de prisonniers des *Frontstalags* s'évadent et rejoindront les maquis ou la Résistance, formant dans toutes les régions de France des forces combattantes qui contribuent à la libération du pays. Alors que le Maghreb est libéré par les Alliés en novembre 1942, l'armée d'Afrique devient le fer de lance de la reconquête de la France occupée. Elle compte plus de cent mille hommes en Italie en 1943 et deux cent cinquante mille combattants lors de la Libération de la France, durant laquelle leur présence est décisive. Complémentaire au débarquement de Normandie en 1944, après la Corse en 1943, elle arrive sur les côtes de Provence en août 1944, et remonte rapidement vers le Nord-Est. Les soldats maghrébins franchissent le Rhin et participent à la capitulation de l'Allemagne. Malgré cet engagement, le 8 mai 1945, pendant que la France fête la victoire des Alliés, l'Est algérien est ensanglanté par les massacres de Sétif, de Kherrata et de Guelma qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. Alors que la Syrie et le Liban ont accédé à leur indépendance dès 1943, la spirale de la décolonisation s'enclenche dans le sang en Afrique du Nord, en Indochine et à Madagascar. Au lendemain de la guerre, des flux migratoires, gérés désormais par l'Office national d'immigration (ONI), se doublent de l'arrivée de nombreux étudiants arabo-orientaux mais aussi par des dizaines de milliers d'ouvriers affectés à la reconstruction du pays. La loi du 20 septembre 1947, accordant la citoyenneté française (mais sans droit politique) aux Algériens, favorise leur venue massive en métropole. La vie militante est alors intense, et après des échauffourées lors de manifestations du MTLD de Messali Hadj, la tension est à son comble quand l'arrestation du leader provoque une manifestation de militants du MTLD en faveur de sa libération le 14 juillet 1953 : elle se terminera dans un bain de sang. La guerre d'Algérie a déjà commencé dans l'Hexagone...



## D'UNE GUERRE À L'AUTRE

En octobre de l'année, en partie en suite de la victoire de l'Algérie, républicains présents au rassemblement à l'Assemblée Nationale. Plus en 1940, il s'agit d'arriver dans le district, en quatre-vingt mille soldats, malgré des conditions difficiles, pour être enrôlés par les Allemands, comme le 30 ans à Fathouma-Paï, un combattant algérien musulman. Après la défaite, ces soldats algériens sont déportés dans les camps de transit ou prisonniers dans des formations, avec certains allemands prisonniers. Au cours de cette période trouble, certains combattants algériens rejoignent les rangs de la Collaboration au titre de partie comme le Parti populaire français (PPF) ou le Rassemblement national populaire (RNP). Dans la même perspective, la Brigade Nord algérienne groupée autour de l'officier Mohammed el-Makki, se met au service des Allemands (notamment le Reich, l'Italie, par le biais de leur engagement communautaire, rejoignant les rangs de la résistance de Mohamed Lakhdar-Saïd ou Mokaddemouh. Rejoignant de nombreux des formations, il devient le représentant des musulmans au Rassemblement, notamment dans les régions de France des forces combattantes qui convergent à la libération de pays. Alors que le Maghreb est libéré par les Alliés en novembre 1942, 20 000 d'Algériens devant la fin de la participation de la France à la guerre. Elle s'engage plus de cent mille hommes en Italie en 1942 et deux-cent cinquante combattants lors de la Libération de la France. Durant toute leur présence en Italie, Complètement au départ de l'Armée de France, après la Corse en 1943, ils arrivent sur les côtes de Provence en août 1944 et sont répartis également vers la Haute-Corse. Les soldats algériens participent à la repatriation de l'Armée Algérienne en septembre. Le 8 mai 1945, pendant que la France fête la victoire des Alliés, l'Algérie est envahie par les masses de Sétif de Kherrata et de Guelma qui font plusieurs milliers de morts parmi les Algériens. Alors que la Tunisie et le Liban sont tombés à leur indépendance en 1943, la suite de la décolonisation s'achève dans le sang en Algérie du Nord en indochine et à Phénicie.

Au lendemain de la guerre, des Algériens ont pu se débarrasser par l'Office national d'immigration (ONI), un ministère de l'Intérieur de nombreux Algériens arabes, notamment ceux qui ont été déportés de milliers d'opérations effectuées à la reconstruction de pays. Le 10 et 20 septembre 1947, accablent la déportation française (jusqu'à être dirigés par les Algériens) à leur retour, leurs familles et leurs enfants. Les six millions de dollars envoyés en argent des réfugiés lors de la manifestation de l'OTLD de Phénicie (1947), la semaine est à son comble quand l'interdiction du leader principal, une manifestation de milliers de l'OTLD en faveur de sa libération le 14 juillet 1952, offre sa semaine dans un fait de sang. La guerre d'Algérie a déjà commencé dans l'Hexagone...

**LA LIBÉRATION DE LA CORSE (1943)**  
 La Corse est la première terre de France à être libérée par les Alliés, avec la participation de 14 000 soldats algériens. Le 15 août 1943, l'Armée Algérienne participe à la libération et prend en charge les combattants algériens et les autres résistants. Le 15 août 1943, l'Armée Algérienne est dirigée par le général de Gaulle, qui a été nommé commandant en chef de l'Armée Algérienne.



**LE DÉPART EN PROVENCE (1944)**  
 Le 15 août 1944, l'Armée Algérienne est dirigée par le général de Gaulle, qui a été nommé commandant en chef de l'Armée Algérienne. Le 15 août 1944, l'Armée Algérienne est dirigée par le général de Gaulle, qui a été nommé commandant en chef de l'Armée Algérienne.



**LA MANIFESTATION DU 14 JUILLET 1950**  
 La manifestation du 14 juillet 1950, organisée par l'OTLD, a été l'une des plus importantes manifestations de l'histoire de l'Algérie. Elle a été organisée par l'OTLD, un mouvement de libération nationale algérien.



**LA MANIFESTATION DU 14 JUILLET 1950**  
 La manifestation du 14 juillet 1950, organisée par l'OTLD, a été l'une des plus importantes manifestations de l'histoire de l'Algérie. Elle a été organisée par l'OTLD, un mouvement de libération nationale algérien.



« On leur disait : "Vous êtes libres. On est venu vous libérer, nous, les Marocains"... »  
 Mohamed Salah, 1944

## INDÉPENDANCES ET TRAVAILLEURS DES TRENTE GLORIEUSES

**A**près 1956, les migrations en provenance du Maghreb continuent de s'accroître et celles en provenance du Moyen-Orient stagnent, alors que la France sort humiliée de l'opération de Suez. Si les travailleurs maghrébins sont marginalisés, logés souvent dans des bidonvilles, les Arméniens se manifestent désormais par la réussite sociale d'une partie d'entre eux et leur « intégration » en France. La période est fortement marquée par la guerre d'Algérie qui commence avec l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954, allant jusqu'à frapper l'opinion par des séries d'attentats ou lorsque les joueurs de football algériens quittent la France pour constituer l'équipe du FLN. La lutte fratricide entre le MNA-MTLD et le FLN fait, en France même, des centaines de victimes jusqu'à la victoire définitive de ce dernier, et la répression policière, incessante, connaît une acmé lors de l'épisode tragique du 17 octobre 1961. L'OAS, opposée à l'indépendance de l'Algérie, perpétue une série d'attentats en 1961-1962, y compris en métropole, pour tenter de conserver « l'Algérie française ».

L'indépendance de l'Algérie en 1962, précédée par celles du Maroc et de la Tunisie (1956), fait taire les armes mais le passif est lourd et les stéréotypes sur les Arabes (tout comme ceux sur les pieds-noirs), à fondement colonial, sont désormais ancrés dans les imaginaires. Ces indépendances ont provoqué également la migration de centaines de milliers de rapatriés qui gagnent l'Hexagone dans des conditions dramatiques et en quittant tout en Algérie, au Maroc ou en Tunisie. Les harkis — supplétifs de l'armée française en Algérie —, qui ont échappé au massacre en Algérie, sont « parqués » dans des camps et mis en marge de la société française. Pieds-noirs et harkis symbolisent la fin de l'épopée coloniale, et sont rejetés par une société française qui a déjà basculé dans la construction européenne.

Au lendemain de ces indépendances, les nouveaux États précipitent en France de nombreux opposants politiques, alors que le flux de travailleurs maghrébins vers la France se compte en dizaine de milliers. Pour tenter de le maîtriser, des accords migratoires se succèdent avec les États nouvellement indépendants mais aussi avec la Turquie dynamisant de nouveaux flux. La vie culturelle est alors marquée par l'émergence de plusieurs figures issues du Maghreb et du Proche-Orient comme l'écrivain algérien Kateb Yacine, ou le poète libanais Georges Schéhadé, l'écrivain égyptien Najib Mahfoud avec notamment *La Trilogie du Caire* en 1956-1957, ou le chanteur libanais Bob Azzam qui connaît le succès avec les sonorités orientales de *Ya Mustapha* et *Fais-moi du couscous chéri* en 1960. L'immigration arabo-orientale prend également une part de plus en plus active dans les luttes (combat pour les foyers ou luttes sociales et syndicales en 1968) jusqu'à ce qu'éclate le choc pétrolier de 1973-1974. C'est alors la fin d'une époque de croissance initiée en 1945.



1953-1973

## INDÉPENDANCES ET TRAVAILLEURS DES TRENTE GLORIEUSES



Le général de Gaulle devant le Palais National à Paris, le 18 avril 1964, au cours de sa tournée officielle en Algérie.

### LES FOOTBALLEURS ALGÉRIENS

**REJOIGNENT LE FLN (1964)**  
Le 15 avril 1964, au cours de sa tournée officielle en Algérie, le général de Gaulle se rend au stade de la Ville neuve de Boulogne-Billancourt pour assister à un match de football entre l'équipe nationale algérienne et l'équipe nationale française. Le général de Gaulle est accompagné de son épouse et de son fils. Le match se termine par une victoire de l'équipe algérienne sur l'équipe française (2-1).

En 1956, les migrations en provenance du Maghreb continuent de s'accroître et sont en provenance du Maroc et d'Algérie. Elles sont liées à la décolonisation de ces pays. Les travailleurs migrants sont majoritairement algériens, mais aussi marocains, tunisiens et libanais. La période est marquée par la réussite sociale d'une partie d'entre eux et leur intégration en France. La période est également marquée par la guerre d'Algérie qui commence avec l'insurrection du 1<sup>er</sup> novembre 1954, aboutissant à la victoire française sur les FLN. La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962. La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962. La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962.



### LES ACCORDS MARITIMES DE 1961

Les accords maritimes de 1961 ont permis l'entrée en France de milliers de travailleurs algériens. Ces travailleurs ont contribué à l'économie française, notamment dans le secteur de la construction et de l'industrie. Ils ont également apporté une culture et une diversité à la France.

La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962. La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962. La France soutient le régime algérien jusqu'à la fin de la guerre d'Algérie en 1962.



### LA MANIFESTATION DU 17 OCTOBRE 1961

Le 17 octobre 1961, une manifestation a eu lieu à Paris. Les manifestants ont été dispersés par la police. Cette manifestation a été l'une des dernières avant le cessez-le-feu de la guerre d'Algérie.



### Le général de Gaulle et le cessez-le-feu de la guerre d'Algérie

Le général de Gaulle a annoncé le cessez-le-feu de la guerre d'Algérie le 18 janvier 1962. Cette décision a marqué la fin de la guerre et a permis le retour à la paix en Algérie.



« Tu as vu notre sang couler. Tu as vu la police. Assommer les manifestants. Et les jeter dans la Seine [le 17 octobre 1961]. »

Kateb Yacine, 1962

## LE TEMPS DES REVENDICATIONS ET DES MANIFESTATIONS

La présence arabo-orientale au sein de la société française devient plus visible, plus diverse et davantage engagée politiquement dans une société qui peine à entrer dans le temps post-colonial. Dépassant largement le million d'individus, les travailleurs immigrés venus du Maghreb — dont les pays d'origine ont encore une forte emprise sur eux au travers de nombreux organismes —, mais aussi de Turquie désormais, jusqu'alors cantonnés dans le milieu du travail en usine et dans les bidonvilles, sont désormais stigmatisés au regard de leur présence que l'on perçoit comme « définitive » dans une France frappée par le choc pétrolier. Michel Sardou en fera un titre à succès (*Ils ont le pétrole, mais c'est tout*) et le gouvernement un slogan, « *La France n'a pas de pétrole mais elle a des idées* ». Si un nombre important de ces travailleurs quitte progressivement les bidonvilles, ils se heurtent dans le même temps à une vague de racisme « anti-arabe » sans précédent depuis les décolonisations. Elle est caractérisée par les « ratonnades » de Marseille entre août et décembre 1973, mais aussi par une succession de crimes racistes dans toute la France.

Au cours de cette décennie, le sentiment de rejet hérité de la période coloniale se transforme en crainte explicite qui se double d'une stigmatisation religieuse à partir du début des années 80. Avec le choc pétrolier, la figure de l'émir émerge dans l'espace public à partir de stéréotypes multiformes : princes arabes milliardaires et opposants politiques aux dictatures du Golfe se superposent alors. La tension internationale est croissante et, avec la question du Proche-Orient et l'existence de l'État d'Israël, le territoire national connaît plusieurs vagues d'attentats. La colonisation et ses suites font aussi débat. Les pieds-noirs revendiquent *leur* mémoire et *leur* place dans la société française, certaines de leurs revendications étant explicitement acceptées par des autorités politiques, gouvernementales et municipales. Pour être enfin entendus, les harkis s'engagent dans une vague de révoltes qui commence en 1975, alors que les juifs d'Afrique du Nord ou les Arméniens de la « troisième génération » s'engagent de manière visible et avec succès dans un combat pour la « mémoire ».

Ce mouvement migratoire et sa socialisation en France se doublent d'une activité culturelle de plus en plus dynamique qui prend souvent un aspect revendicatif, à travers des artistes comme Ferhat Mehenni, Lounis Aït Menguellet ou plus populaires avec des vedettes comme Dalida (originaire d'Égypte) ou Enrico Macias (originaire d'Algérie). De nouveaux groupes et interprètes arabo-orientaux sont également produits dans l'Hexagone comme Idir, Djamel Allam ou Les Abranis, et Karim Kacel symbolise la nouvelle génération de chanteurs. La période est donc paradoxale, et voit ces immigrations passer de temporaires à définitives avec l'échec de l'aide au retour, constaté avec les errements de la loi Stoleru dite du « Million » (10000 francs) en 1977... Les Trente Glorieuses sont bel et bien terminées...



## L'HISTOIRE DES MARCHES

**A**u début des années 80, au-delà de la crise économique qui frappe les « banlieues » où vit désormais une grande partie des Arabo-Orientaux en France, les rapports se tendent entre les « jeunes Maghrébins » et la police dans les cités. Les nombreux crimes racistes perpétrés en France déclenchent une mobilisation sans précédent parmi les « enfants de l'immigration », malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981. Des « rodéos » des Minguettes de 1981 aux émeutes de Vaulx-en-Velin et du Val Fourré à Mantes-la-Jolie en 1990, les cités cristallisent désormais les nouvelles hantises nationales : insécurité, violence, refus de l'intégration, délinquance et chômage.

La situation devient explosive, à tel point que des « jeunes Arabes » — dont des enfants de harkis qui sont désormais installés dans les quartiers populaires — décident de faire des grèves de la faim pour alerter l'opinion contre cette situation d'exclusion sociale, urbaine et mémorielle. Progressivement, l'idée d'organiser une Marche pour l'égalité et contre le racisme prend forme sous l'impulsion de quelques militants qui soutiennent la cause des « jeunes immigrés », notamment Toumi Djaïdja, grièvement blessé par la police pendant l'été et le Père Christian Delorme. Partie symboliquement de Marseille pour rejoindre Paris — entre octobre et décembre 1983 —, sur le modèle des marches des Noirs américains (1963), cette grande manifestation, d'abord considérée comme marginale, suscite peu à peu l'attention des médias et de certaines figures politiques et intellectuelles.

L'arrivée à Paris de la Marche pour l'égalité et contre le racisme sera une apothéose qui contraste radicalement avec le racisme ambiant et le contexte électoral marqué par une poussée « frontiste ». Accueillis par plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris puis par le président de la République François Mitterrand à l'Élysée le 3 décembre 1983, les « Beurs » semblent enfin « visibles » dans la société française. À l'issue de leur entrevue, les marcheurs obtiennent l'instauration de la « carte de 10 ans » (permis de séjour), officialisée par la loi de juillet 1984.

L'euphorie sera de courte durée, malgré les engagements de Georgina Dufoix, secrétaire d'État à l'Immigration. L'année suivante, une nouvelle manifestation, organisée en mobylette autour du parcours vers la capitale, Convergence 84, confirme le dynamisme des « deuxièmes générations » mais aussi leur difficulté à se faire entendre. Ils ont des aspirations bien différentes de celles de leurs parents, soucieux de trouver leur place dans une France qui, après les avoir rejetés, va devoir apprendre à les écouter. Cette année sera aussi celle de la création de nouveaux mouvements associatifs et politiques, dans le prolongement de ces marches, dont SOS Racisme sera la plus visible. De même, les enjeux politiques au Moyen-Orient (Israël, Palestine et Liban), la guerre Iran-Irak, les causes des militants arméniens ou kurdes vont s'affirmer dans l'espace politique national de manière visible, faisant de la France et de Paris des places fortes de ces enjeux internationaux.



POUR L'ÉGALITÉ  
CONTRE LE RACISME

1983-1984

## L'HISTOIRE DES MARCHES

**A**u début des années 80, au début de la crise économique qui frappe les « bidonvilles » qui se développent sans grande interruption des Ateliers Chénouet au Parc, les rapports se tendent entre les « jeunes Plagiatins » et la police des sites. Les confrontations entre racistes agrippés en France déclenchent une mobilisation sans précédent parmi les « enfants de l'immigration », malgré l'arrivée de la gauche au pouvoir en mai 1981. Des « marches » ont lieu. Programmées en 1981 aux Ateliers de Vauzeau-Vauze ou au CNV Nouzeau à Paris, le 4 juin et le 19 juillet, les cases rassemblent des milliers de nouvelles familles nationales (italiens, algériens, vietnamiens, portugais, grecs, espagnols et chinois). La situation devient explosive, à tel point que des « jeunes Arabes » — dans des efforts de honte qui sont devenus scandale dans les quartiers populaires — décident de faire leur grand défilé le 10 mai pour aller faire l'apprentissage contre l'assimilation sociale, ethnique et raciale. Progressivement, l'idée d'organiser une Marche pour l'égalité se concrétise. Elle prend forme sous l'impulsion de quelques militants qui soutiennent la cause des « jeunes étrangers », notamment **Thomas Espinasse**, le directeur local par la police pendant l'été et le **François Desormes**. Cette mobilisation de « Marche pour l'égalité contre le racisme » a lieu le 10 mai 1983 — sur le modèle des marches des Négrés américains (1963), cette grande manifestation, d'abord destinée à commémorer la mort de Martin Luther King, a peu à peu dépassé les limites et de certaines figures politiques et intellectuelles.

Contrairement à Paris, la Marche pour l'égalité est contestée le racisme sera une épiphanie qui soutient radicalement avec le racisme ambiant et le commerce électoral marqué par une jeunesse « française ». Accueillie par plusieurs dizaines de milliers de manifestants à Paris pour le président de la République François Mitterrand (l'après le 3 décembre 1981), les « Beurs » semblent enfin « visibles » dans la société française. À l'heure de leur arrivée, les marcheurs obtiennent l'annulation de la « carte de 10 ans » (permis de séjour) officielle par le loi de juillet 1984.

L'histoire sera le court de durée malgré les engagements de Georges Debois, secrétaire d'État à l'Immigration. Comme ailleurs, une nouvelle manifestation organisée en soutien aux « jeunes étrangers » sera organisée à Compiègne. Elle confirme la détermination des « jeunes étrangers » à mener leur lutte et à se faire entendre. Au sein de organisations bien différentes de celles de leurs parents, ils trouvent leur place dans une France qui, après les deux grands « départs », leur apprendra à la fois. Cette année sera aussi celle de la création de nouvelles associations politiques, dans le prolongement de ces marches, dont SOS Racisme. Ce sera la plus visible. Des militants, les jeunes politiques au **Front Citoyen Social**, **Partiense** et **Liberté**, la guerre franco-française, les causes des militants arabes ou turcs, vont s'affirmer dans l'espace politique national de manière visible. Issues de la France et de Paris de plus en plus fortes de ces années internationales.

### MARCHE POUR L'ÉGALITÉ



### LA MARCHÉ POUR L'ÉGALITÉ ET CONTRE LE RACISME, SITE

Le 10 mai 1983, au début de la crise économique, les « jeunes Arabes » se mobilisent pour la première fois en France. Ils ont pour but de faire entendre leur voix et de se faire reconnaître. Cette manifestation est organisée par des militants de la Marche pour l'égalité contre le racisme. Elle est destinée à commémorer la mort de Martin Luther King et à soutenir la lutte des « jeunes étrangers ».

### RACISTE... MOI ? JAMAIS !



« Les faits sont brutaux et têtus ; les immigrés ne veulent pas partir et ils ne partiront pas. »

L'Express, 1984 (mai)

# 1983, ANNÉE CHARNIÈRE

L'année 1983 est une année charnière dans les rapports entre la France et les populations arabo-orientales présentes sur son territoire. Le conflit qui éclate en juin 1982 à l'usine automobile de Poissy préfigure la logique de crise qui s'affirmera l'année suivante. En janvier 1983, les travailleurs de l'usine Renault de Flins font de nouveau grève pendant plusieurs semaines afin d'obtenir une révision de l'accord salarial. La stigmatisation des travailleurs immigrés grévistes par le gouvernement va marquer en profondeur les premiers mois de l'année. Le sujet de l'immigration est d'ailleurs très présent lors des élections municipales de 1983. Désormais associée à l'insécurité — comme l'affirme à Marseille le ministre de l'Intérieur et maire sortant, Gaston Defferre —, cette surenchère électorale favorise le Front national. À Dreux, en septembre, la liste RPR s'associe au FN pour remporter les élections. C'est dans ce contexte et après un « été chaud » que des habitants des Minguettes, derrière SOS Avenir Minguettes et plusieurs composantes du mouvement associatif comme la Cimade, ont l'idée d'une longue marche pour revendiquer l'égalité et dénoncer le racisme et les bavures policières à répétition.

Au même moment, les conflits du Moyen et du Proche-Orient s'exportent dans le pays. Plusieurs attentats sont perpétrés, notamment l'attentat du 15 juillet 1983 à Orly et revendiqué par l'ASALA (Armée secrète arménienne de libération de l'Arménie) en soutien à la Syrie et au conflit libanais. Puis, surviennent les premiers attentats attribués au Hezbollah durant la guerre du Liban, qui accélèrent le rythme de l'émigration libanaise vers la France. Cette situation contribue à stigmatiser davantage encore ces populations et à renforcer l'idée qu'elles constituent un « groupe à risque » en lien avec les conflits moyen-orientaux ou palestiniens.

Les enfants d'immigrés sont désormais à la source des révoltes des quartiers populaires. Au son des chansons de Karim Kacel, des blagues télévisuelles de Smaïn au *Petit théâtre de Bouvard* et des images du film *Tchao Pantin* qui constituent désormais la toile de fond d'une décennie charnière, cette « génération beur » va être « canalisée » par le pouvoir politique et médiatique, et ne sera pas entendue dans ses revendications. Dans le même temps, ces migrations sont de plus en plus compartimentées sur le territoire. Chacun semble vivre dans un entre-soi communautaire très prononcé et étanche. Nouvelle génération, demande de reconnaissance des histoires et des mémoires, pression religieuse et enjeux urbains sont au cœur des nouvelles mosaïques qui forment désormais ces immigrations, mais aussi les nouveaux flux migratoires liés aux bouleversements politiques et économiques de l'aire géographique arabo-orientale.



## 1983, ANNÉE CHARNIÈRE

**L**ors de 1983 les une année charnière dans les rapports entre la France et les populations arabo-orientales présentes sur son territoire. Le conflit qui éclate en juin 1983 à l'usine automobile de Poissy préfigure le logos de villes qui s'effondrent l'année suivante. En janvier 1983, le massacre de l'usine Renault de Toul fait de nouveau grand nombre de passagers arabes. Il s'agit d'ailleurs une version de l'accord social. La signification des troubles sociaux grandit par le gouvernement, se trouvant en particulier les premiers mois de l'année. La loi de l'immigration est d'ailleurs à la place des des décisions municipales de 1983. Des réactions associées à l'actualité — comme l'affaire à Marseille le massacre de l'intérieur et même surtout, Gaston Delella — cette anarchie électorale laisse la France national. À Châteauneuf, en septembre, la loi RPN, l'accès au PM pour transporter les déchets, C'est dans ce contexte et après un « été chaud » que des habitants des Hauts-de-Seine (HDS) ont plusieurs semaines de mouvement associatif comme le Comité, ont l'habitude d'une longue marche pour revendiquer l'égalité et dénoncer le racisme et les lois politiques à répétition. Au même moment, les conflits de l'Algérie et du Proche-Orient s'aggravent dans le pays. Plusieurs attentats sont perpétrés notamment l'attentat du 11 juillet 1983 à Orléans organisé par l'ASALA (Armée pour la libération de la Libye) en soutien à la lutte de la Libye et au conflit libano-israélien. Ces attentats contribuent à aggraver l'immigration arabo-orientale et à renforcer l'islam qui était considéré en ce groupe à risque et en fait avec les conflits intercommunautaires et politiques. Les effets d'immigration sont dénotés à la fin de l'année de rétrograde des quartiers populaires. Au sein des chaînes de **Karen Kanaï**, des dignitaires libanais de l'unité au sein de la communauté de l'État et des images du film *Toussaint* qui continuent de marquer la suite de l'été d'une situation charnière, cette à génération issue à ce stade et continue à par le pouvoir publique et médiatique, et se voit plus enracinée dans ses revendications. Dans la même année, ces migrations sont de plus en plus caractérisées sur le territoire. Chacun semble vivre dans un univers communautaire très prononcé et étanche. Nouvelle génération, demande de reconnaissance des habitants et des migrants, gestion religieuse et sociale urbaine sont le cœur des nouvelles municipalités qui forment désormais une immigration, mais aussi les nouvelles flux migratoires liés aux bouleversements politiques et économiques de l'aire géographique arabo-orientale.



**Autres événements** Jean-Benoît et son épouse ont été assassinés à la suite de la tentative de leur mariage. Le mariage a été célébré à la mairie de Poissy le 10 juillet 1983. Le mariage a été célébré à la mairie de Poissy le 10 juillet 1983. Le mariage a été célébré à la mairie de Poissy le 10 juillet 1983.

**PRÉSENCE LIBANAISE EN FRANCE (1983)**  
 L'immigration libanaise en France est en croissance, progressant à une vitesse remarquable. Les libanais sont en France depuis plus de 100 ans. Ils ont contribué à la formation de la France moderne. Les libanais sont en France depuis plus de 100 ans. Ils ont contribué à la formation de la France moderne.



**2 MILLIONS DE CHOMMEURS**  
 C'EST  
**2 MILLIONS D'IMMIGRÉS**  
 DE PLUS  
 LA FRANCE ET LES FRANÇAIS D'ARABES!  
**FRONT NATIONAL**

**SOIXANTE DIX • IMMIGRÉS • DE HENRI MATTEI (1983)**  
 La France est un pays d'immigration. Elle a accueilli plus de 60 millions d'immigrés. Elle a accueilli plus de 60 millions d'immigrés. Elle a accueilli plus de 60 millions d'immigrés.

**SANS FRONTIÈRE**  
**FRANCE LES IMMIGRÉS EN TOURNÉE 83**  
 L'immigration en France est en croissance. Elle a accueilli plus de 60 millions d'immigrés. Elle a accueilli plus de 60 millions d'immigrés.

« Première, deuxième, troisième génération, on s'en fout, on est chez nous ! »  
 Marche pour l'égalité et contre le racisme, 1983

## LE TEMPS DES PARADOXES

À la suite de la « Marche des Beurs », de nombreuses associations issues de la « seconde génération » émergent, tel SOS Racisme en 1984, proche du Parti socialiste et France Plus en 1986, soutenue par Danielle Mitterrand, mais aussi des associations plus ancrées dans les réalités des quartiers, telles JALB (Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue), Vitécrici (aujourd'hui Tactikollectif) à Toulouse ou, plus tard, le MIB. Parallèlement, apparaît une nouvelle génération de talents artistiques qui nourrissent la « culture beur » à l'image de Smâïn, Carte de Séjour ou Mehdi Charef. La « seconde génération » s'affirme désormais dans le paysage public. Lui succédera, au cours des années 90, une autre vague issue des quartiers — inventant de nouvelles formes de danse, musique ou théâtre —, formant d'inédites « cultures urbaines », dont le film *La Haine* témoigne en 1995. Dans les années 90, le sport est alors présenté comme un « vecteur d'intégration » avec un slogan qui investit les Champs-Élysées un soir de 1998 : « *Zidane Président.* » Il est surtout un des rares espaces où un jeune issu de l'immigration maghrébine peut afficher une réussite en cette fin de XX<sup>e</sup> siècle ou revendiquer médiatiquement un « mal-être ».

Durant cette période, malgré des politiques migratoires de plus en plus restrictives et un code de la nationalité remettant en cause le « droit du sol » en 1993, l'immigration maghrébine se poursuit sur un rythme régulier. Se fixent alors sur le territoire national, les « deuxième » et « troisième » générations, favorisées par le regroupement familial. L'immigration moyen-orientale se densifie avec les flux de réfugiés en provenance du Liban en guerre. L'installation des immigrés change la donne : leurs enfants sont français, ils resteront. La crise économique et sociale perdure ce qui favorise la stigmatisation des immigrés, en particulier des « Arabes », pourtant largement touchés par le chômage et victimes désignées des diatribes du Front national à chaque élection. La vague d'attentats organisée par le Hezbollah dans les années 80, suivie par les attentats de 1995 dans lesquels est impliqué un jeune « Beur », Khaled Kelkal, contribue à accentuer cette stigmatisation. Entre ces deux événements, en 1989, « l'affaire du foulard », consécutif à l'expulsion de deux collégiennes voilées, divise le pays et les médias et fait désormais de l'islam une question centrale dans l'espace politique. Les craintes « identitaires » s'expriment maintenant ouvertement, favorisant la progression des idées extrémistes, bien que la première guerre du Golfe en 1991 n'ait déclenché en France aucun mouvement majeur d'opposition ou de solidarité. Territoires à l'abandon, chômage deux fois et demi supérieur dans les quartiers qu'ailleurs, insécurité et incivilité, peur de l'Autre et de l'islam sont désormais les détonateurs d'une « fracture coloniale » au cœur de la société française alors que la France entre dans le XXI<sup>e</sup> siècle.



1985-2001

## LE TEMPS DES PARADOXES

**A** la suite de la Marche des Beurs à la fin des années 1980, les nombreux décrets issus de la seconde génération à émigrer, en 2005 Nicolas Sarkozy, proche du Parti socialiste et France Plus en 1996, soutenu par Danielle Mitterrand, mais aussi des associations plus sceptiques dans les réalités des quartiers, telles JALB (Jeunes Arabes de Lyon et sa banlieue), Vieux (Jeunes Arabes de Valenciennes) à Toulouse ou, plus tard, le FIB. Parallèlement, apparaît une nouvelle génération de leaders arabiques qui encouragent la « culture beur » à Timgad de Sennebi, Centre de Sékou ou Moké Chouf. La seconde génération a d'ailleurs décliné dans le paysage public. Les scandales, au tournant des années 90, ont été réglés sous les quartiers — mesure de réinsertion formée de danse, musique ou théâtre —. Scandales d'indes et cabarets urbains à Paris, le Min Le Hava à Marseille en 1995. Dans les années 90, le quart est alors présenté comme un « marché ». L'émigration a été, au début, qui menait les Champs-Élysées au soir de 1989 — « Culture Présence ». Il est surtout un lieu d'expression via un journal issu de l'émigration maghrébine pour afficher une vision en acte de 200 ans de réinsertion maghrébine au « monde ». Durant cette période, il y a des politiques migratoires de plus en plus restrictives et en outre de la communauté nationale en cause le droit de vote en 1993. L'émigration maghrébine se poursuit, sur un rythme régulier. Sa force, dans ce qui constitue le national des Arabes, n'est pas tant l'émigration que le statut de citoyen. La force, dans ce qui constitue le national des Arabes, n'est pas tant l'émigration que le statut de citoyen. La force, dans ce qui constitue le national des Arabes, n'est pas tant l'émigration que le statut de citoyen. La force, dans ce qui constitue le national des Arabes, n'est pas tant l'émigration que le statut de citoyen.



**LE COEUR DE LA NATIONALITÉ (1996)**  
 Le cœur de la nationalité (1996) est un documentaire qui explore les thèmes de l'immigration, de la culture et de la nationalité. Il est réalisé par [nom] et présente des interviews et des scènes de la vie quotidienne.



**FÊTE BLACK BLANC BEUR**  
 Le Samedi 10 Septembre  
 18 heures à la Cité de la Musique  
 L'occasion de célébrer la diversité culturelle et de partager des moments de joie et de fraternité.

« Voir nos joueurs de toutes les couleurs chanter la Marseillaise [...] c'est une formidable leçon donnée à ceux qui méprisent toute expression du sentiment national. »

Michèle Tribalat, Libération, 1998 (juillet)

## NOUVELLES GÉNÉRATIONS, NOUVEAUX ENJEUX

Cette dernière décennie redessine les contours de la France arabo-orientale. Alors que les Arméniens s'affirment plus nettement dans les enjeux politiques et mémoriels, les populations d'origine turque ou kurde assurent leur spécificité culturelle aux marges de la société française. Les Syro-Libanais semblent invisibles, les harkis demeurent les éternels oubliés du récit national, alors que les pieds-noirs et les juifs d'Afrique du Nord inscrivent désormais leurs histoires dans le récit national. *A contrario*, les Maghrébins continuent d'être les prisonniers de discours très racistes dans une France abasourdie par la présence de l'extrême droite au second tour des élections présidentielles de 2002, et encore prisonniers d'une histoire coloniale mal digérée. L'entrée dans les imaginaires collectifs des « Qataris » n'est pas sans rappeler l'imaginaire du premier choc pétrolier qui remonte à près de quarante ans, comme le fait de résumer ces identités multiples sous le qualificatif de « musulmans », au moment où cette religion est devenue la seconde de France. Au cours de ces dernières décennies, l'imaginaire s'est clairement fixé sur un Orient « inquiétant », sous les ombres portées de la guerre en Irak et du conflit en Afghanistan. C'est dans ce contexte qu'est réactivé le mythe de l'« ennemi intérieur », comme en 2005, explicitement arabo-musulman et issu des banlieues.

Pourtant, dans tous les domaines, culturel, littéraire et artistique, mais aussi économique ou politique, jamais les présences arabo-orientales n'ont été aussi riches et prégnantes. Ainsi, émerge toute une génération de réussites exemplaires, derrière des personnalités de premier plan comme le héros de 1998, Zinédine Zidane. On pense, notamment, au « comique urbain » du stand-up et acteur populaire Jamel Debbouze, mais aussi à Gad Elmaleh, Samir Guesmi, Roschdy Zem, Sami Bouajila ou Dany Boon, ou encore le réalisateur franco-tunisien Abdellatif Kechiche récompensé par la Palme d'or à Cannes en 2013, alors que la chanson de variété ou le rap consacrent des artistes comme Amel Bent ou le groupe I I 3, au côté de personnalités du patrimoine national comme Enrico Macias ou Charles Aznavour, et des artistes engagés comme Zebda. Les gloires sportives reflètent également ces présences avec des champions tels l'athlète Mahiedine Mekhissi-Benabbad ou le footballeur Karim Benzema, et la littérature s'enrichit d'auteurs majeurs tels Yasmina Khadra, Abdellatif Laâbi, Abdellah Taïa, Albert Memmi, Malek Chebel, Leïla Sebbar ou Amin Maalouf.

En 2007, la nomination d'un ministre régalien comme Rachida Dati puis celle de Fadela Amara contrastent avec la quasi-inexistence de représentant politique national d'origine maghrébine dans les hémicycles de l'Assemblée nationale ou à la tête d'une grande ville. Cette situation s'infléchit en 2012 avec l'arrivée d'une nouvelle génération de députés et de ministres comme Najat Vallaud-Belkacem, Razy Hammedi, Kader Arif ou Yamina Benguigui, qui rejoignent d'autres élus comme la vice-présidente du Sénat Bariza Khiari née en Algérie, la sénatrice d'origine turque Esther Benbassa, le sénateur né au Maroc David Assouline ou les députés Henri Jibrayel et Élie Aboud, originaires du Liban et Patrick Devedjian d'origine arménienne. Balançant entre reconnaissance et rejet, la France arabo-orientale présente un double visage, avec d'un côté une France qui accepte — et parfois célèbre — plusieurs siècles d'histoire commune, et de l'autre une France qui persiste à rejeter une composante de sa population et un héritage multiséculaire faisant des Arabo-Orientaux les étrangers de l'intérieur.





*« Hier j'ai rêvé que j'étais dans mon pays.  
Quand je me suis réveillé j'avais émigré. »*

Louis Aït Menguellet

